



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
13 août 2014
Français
Original: anglais

Comité des droits de l'enfant

Soixantième session

Compte rendu analytique de la 1712^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le jeudi 7 juin 2012, à 10 heures

Président: M. Zermatten

Sommaire

Examen des rapports soumis par les États parties (*suite*)

Deuxième et troisième rapports périodiques de la Grèce sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant (suite)

Rapport initial de la Grèce sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (suite)

Rapport initial de la Grèce sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.12-43322 (EXT)



* 1 2 4 3 3 2 2 *

Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 heures.

Examen des rapports soumis par les États parties (suite)

Deuxième et troisième rapports périodiques de la Grèce sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant (suite) (CRC/C/GRC/2-3; CRC/C/GRC/Q/2-3 et Add.1)

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation grecque reprend place à la table du Comité.*
2. **M. Karageorgos** (Grèce), en réponse aux questions précédemment posées, dit que le nouveau Centre de premier accueil pourra recevoir 250 migrants, les établissements de détention pouvant à présent recevoir 1 000 personnes au total. Le centre sera pleinement opérationnel en septembre ou octobre 2012 et à terme, 10 ou 12 centres de ce type seront créés dans tout le pays.
3. **M. Giannakopoulos** (Grèce) dit que conformément au Code pénal, seules des mesures thérapeutiques ou de réinsertion peuvent être imposées aux enfants âgés de moins de 15 ans. Pour les mineurs de 15 à 18 ans, des peines de détention ne peuvent être imposées que si le délit commis a impliqué des actes violents et aurait été considéré comme une infraction grave s'il avait été commis par un adulte. Lorsqu'une peine de détention est prononcée, le jugement du tribunal doit démontrer son bien-fondé et avoir pris en compte les circonstances de l'affaire et la personnalité de l'enfant. Seuls les délinquants de plus de 18 ans sont traduits en justice. Les mineurs incarcérés sont généralement séparés des détenus adultes et ne sont pas privés de leurs droits civils.
4. En vertu de la nouvelle législation adoptée en 2010 suite à des consultations avec des organisations non gouvernementales et avec le Médiateur, les mineurs en détention préventive doivent être placés dans des établissements de protection de l'enfance, plutôt que dans des centres de détention. Dans les cas exceptionnels où le placement dans des établissements de protection de l'enfance est jugé inapproprié, le mineur peut être envoyé dans un centre de détention pour mineurs, mais seulement après avoir été consulté. L'obligation d'entendre le jeune est également requise en cas d'infraction légère pour laquelle le parquet décide de ne pas intenter de poursuites. Dans de tels cas, des mesures de réinsertion et/ou une amende pouvant atteindre 1 000 euros peuvent être imposées.
5. Les articles 150 et 155 du Code de procédure pénale ne portent pas sur l'âge de la majorité; ils ne sont donc pas contraires à la Convention. L'article 150 se réfère à l'élaboration d'un rapport par un fonctionnaire et dispose que les témoins au rapport doivent, notamment, être âgés d'au moins 15 ans. L'article 155 traite de la remise des dossiers judiciaires et il dispose que si la personne concernée n'est pas chez elle, le dossier peut être remis à un autre membre du foyer qui doit, entre autres, être âgé d'au moins 17 ans.
6. **Le Président** demande si, dans l'État partie, la mendicité est encore classée comme une infraction.
7. **M. Giannakopoulos** (Grèce) dit qu'il n'a pas d'exemplaire du Code pénal sous la main, mais il suppose que la mendicité est classée comme un délit mineur.
8. **M^{me} Wijemanne**, s'agissant de l'alimentation maternelle, dit que le Code international de commercialisation des substituts au lait maternel n'est malheureusement pas contrôlé ou appliqué, et elle invite instamment l'État partie à faire le point sur la situation dans ses hôpitaux.
9. **M. Kofinas** (Grèce) dit qu'il ignore les pratiques informelles observées dans les hôpitaux en matière d'alimentation maternelle, mais que la politique en vigueur consiste à

décourager la publicité pour les substituts au lait maternel et à encourager les mères à allaiter leur enfant.

10. **Le Président** demande des informations complémentaires sur la disponibilité de services de soins de santé pour les adolescents.

11. **M. Kofinas** (Grèce) explique que les adolescents ont accès à la contraception et leurs soins de santé sont couverts par le système national d'assurance. Le gouvernement attache une grande importance aux aspects de la santé de l'enfant tels l'alimentation maternelle et la nutrition, comme à la santé procréative en général. Sa politique en la matière repose sur la planification familiale, la sensibilisation et l'accès à la contraception. En outre, de nombreux programmes de santé sont mis en œuvre dans les écoles.

12. **Le Président**, notant la hausse apparente de la consommation de substances telles drogues et alcool chez les adolescents, dit qu'il aimerait avoir des informations complémentaires sur les mesures spécifiques adoptées par l'État partie pour remédier à cette situation.

13. **M. Kofinas** (Grèce) signale qu'il n'a pas de données sur la consommation de ces substances. Toutefois, le gouvernement est conscient de la nécessité d'éduquer les jeunes et leurs familles en la matière et il a lancé à cette fin diverses campagnes de sensibilisation.

14. **M^{me} Wijemanne** dit que de nombreuses études ont montré que les jeunes qui n'avaient pas consommé d'alcool ou de tabac entre 15 et 21 ans étaient moins susceptibles de commencer plus tard. Ceci étant, le gouvernement devrait s'employer spécialement à sensibiliser les jeunes aux risques sanitaires associés à la consommation de ces substances, compte tenu de la propension à l'expérimentation des adolescents.

15. **Le Président** demande si en Grèce, la crise économique actuelle a eu des effets néfastes sur la santé mentale des jeunes et si ces derniers sollicitent davantage l'aide de professionnels de santé ou demandent des conseils pour leur avenir. Il s'enquiert également de l'incidence du manque de professionnels de santé.

16. **M. Kofinas** (Grèce) dit qu'aucun cas spécifique de jeunes recherchant une telle assistance n'a été enregistré mais qu'en règle générale, les jeunes s'inquiètent pour leur avenir.

17. **M^{me} Toura** (Grèce) dit que le Conseil consultatif des jeunes a collaboré avec le Médiateur des enfants pour concevoir un questionnaire sur les incidences de la crise économique sur les élèves. Ce questionnaire a montré que les élèves et leur famille avaient été affectés sur le plan pratique et psychosocial et comptaient sur l'éducation pour les aider à surmonter les problèmes dus à la crise.

18. **M. Karageorgos** (Grèce), en réponse à une question posée lors de la précédente séance concernant la disparition d'environ 500 enfants albanais qui se trouvaient dans un centre d'accueil, signale qu'entre 1998 et 2002, 661 enfants y ont été placés et environ 502 s'en sont ensuite échappés. Un certain nombre d'entre eux ont été renvoyés chez leurs parents, d'autres ont été transférés dans une autre institution, ou ramassés par la police. Le nombre exact d'enfants est difficile à déterminer, car beaucoup ont été admis plus d'une fois sous des noms différents et ne possédaient pas de documents officiels. Dans une réponse aux questions posées en 2004 par le Défenseur du peuple de l'Albanie, le Médiateur grec pour les enfants a expliqué que les noms enregistrés avaient été fournis par les enfants eux-mêmes en l'absence de tout document à l'appui, et peuvent avoir été faux. Lorsqu'ils ont été interceptés par la police, certains enfants ont donné un nom différent et ont été admis au centre pour la deuxième ou la troisième fois. Des mesures ont été prises pour obtenir des informations sur leurs antécédents, informations transmises ensuite aux autorités du service social international et à l'ambassade d'Albanie. Toutefois, il n'y a eu aucune coopération entre l'ambassade d'Albanie et le Gouvernement grec. La plupart des

enfants concernés étaient des enfants roms albanais dont la naissance n'avait jamais été enregistrée et sans résidence permanente. Les autorités du service social international n'ont pas été en mesure d'obtenir des informations sur tous les enfants et il est apparu que beaucoup avaient été placés dans l'institution contre leur gré, ce qui les a incités à s'en échapper. Ceux qui s'en sont échappés ont été portés disparus, et ceux retrouvés par la police, ont été renvoyés au centre.

19. S'agissant des établissements destinés aux mineurs non accompagnés sur l'île de Lesbos, M. Karageorgos confirme que le centre ne se conformait pas aux normes gouvernementales et a été fermé en octobre 2009.

20. **Le Président** déclare que le fait que 502 enfants albanais soient encore portés disparus préoccupe vivement le Comité. Celui-ci souhaite déterminer s'ils ont été enlevés, s'ils ont fait l'objet de traite des personnes, ou ont été contraints de se livrer à la prostitution ou à des activités similaires.

21. **M. Karageorgos** (Grèce) dit que le gouvernement partage les inquiétudes du Comité mais que ces enfants ont maintenant 25 ou 26 ans et ils peuvent contacter les autorités de leur propre initiative s'ils le souhaitent.

22. **M^{me} Lee**, notant que l'État partie a soumis son rapport initial dix ans après avoir signé la Convention et a attendu encore dix ans avant de soumettre le présent rapport, demande s'il y aura une volonté politique suffisante pour placer au tout premier plan les questions touchant aux enfants lorsque le gouvernement sera enfin en place, compte tenu du nombre de priorités auxquelles le pays doit faire face. M^{me} Lee cherche à obtenir la garantie que les observations finales du Comité feront l'objet du suivi voulu et que le processus d'établissement des rapports fournira l'élan nécessaire pour améliorer le système de protection de l'enfance et créer de toute urgence le système de collecte et d'analyse des données impérativement requis.

23. **M. Giannakopoulos** (Grèce), en réponse à une précédente demande d'informations sur la participation d'enfants aux procédures juridiques, dit que la législation grecque se conforme à la majorité des dispositions des instruments des Nations Unies et garantit le droit de l'enfant de participer et d'être entendu lors de toutes les procédures pénales. Les enfants ont également le droit de participer à certaines audiences civiles, non à toutes. Toutefois, une révision majeure de la loi sur la famille actuellement en cours devrait entraîner des réformes législatives qui permettront de donner tout le poids qui leur est dû aux intérêts et à l'opinion des enfants dans les procédures de divorce et toutes les autres procédures de droit civil.

24. **M^{me} Toura** (Grèce), en réponse à une demande de précisions sur le Parlement des jeunes et sur les mécanismes de participation des enfants dans les écoles, dit que ce Parlement est un programme éducatif organisé par les ministères de l'éducation grec et chypriote pour les enfants des établissements secondaires des deux pays. Il a pour objectif d'inculquer aux élèves les valeurs, règles et pratiques de la démocratie et de la justice sociale et de les inciter à participer à la vie publique. Il se réunit chaque année et offre un forum qui permet d'échanger les expériences, les opinions et les visions d'avenir.

25. Le mécanisme le plus courant de participation des enfants dans les écoles est le conseil des élèves composé de 15 membres, en place dans de nombreux établissements secondaires publics. Un autre canal important pour recueillir l'avis des enfants sur l'éducation et les autres droits, est le Conseil consultatif des jeunes créé en 2009 par le Bureau du Médiateur pour les enfants, et composé de jeunes âgés de 14 à 17 ans provenant de différentes régions du pays. Le conseil participe régulièrement à des débats et à des échanges de vues sur des questions pertinentes et en 2009, il a mené une enquête sollicitant l'avis des élèves sur les incidences de la crise économique et leurs suggestions de mesures susceptibles d'en atténuer l'impact. Plus récemment, le Bureau du Médiateur pour les

enfants a expérimenté un service en ligne grâce auquel les enfants ont pu soumettre leurs questions, préoccupations et plaintes et recevoir des réponses de spécialistes compétents. En outre, les conseils locaux de la jeunesse mis en place en 2006, donnent la parole aux jeunes sur les questions de gouvernance au niveau municipal.

26. S'agissant des préoccupations exprimées au sujet de la coordination de l'application de la Convention, M^{me} Toura admet le besoin urgent d'une approche intégrée. Elle peut assurer au Comité que ses recommandations seront dûment prises en compte et que le contenu des deux protocoles facultatifs sera ajouté au programme de l'Observatoire national des droits de l'enfant, suite à sa relance.

27. **M. Koompraphant** demande comment l'État partie améliore les conditions de vie des enfants victimes qui vivent dans des foyers d'hébergement souvent surpeuplés, au détriment de leur développement, et comment on peut éviter qu'ils ne soient soustraits à leur milieu familial.

28. **M. Kofinas** (Grèce) dit que les autorités s'emploient à faciliter et à accélérer les procédures de regroupement familial lorsque les enfants peuvent retourner et demeurer dans leur famille.

29. S'agissant de la création d'une permanence téléphonique nationale gratuite pour les enfants ayant besoin de protection, la Grèce dispose déjà de plusieurs lignes opérationnelles d'assistance permanente, dont deux assurées par le Centre national de solidarité sociale, une autre par le bureau du Médiateur, et une quatrième par une ONG appelée «Le sourire de l'enfant» qui gère des foyers communautaires pour enfants dans le cadre d'un memorandum d'accord avec le Ministère de la santé et de la solidarité sociale.

30. Revenant sur la question de l'allaitement maternel, M. Kofinas dit que l'objectif à court terme du Comité national pour l'allaitement maternel consiste à ce qu'il y ait au moins un hôpital favorable à l'allaitement maternel dans chaque préfecture, et à se conformer pleinement aux directives de l'Organisation mondiale de la santé et des organes compétents de l'Union européenne.

31. **Le Président** fait observer que l'existence de nombreuses lignes d'assistance téléphonique peut prêter à confusion pour les enfants et qu'un seul numéro gratuit pourrait être plus simple à utiliser et à gérer, comme plus efficace.

32. **M. Pollar** (Rapporteur pour la Grèce) remercie la délégation pour ses réponses détaillées qui ont permis au Comité de mieux percevoir le respect des dispositions de la Convention par l'État partie. Les principales préoccupations soulignées lors de ce dialogue constructif touchent à la coordination et à la surveillance, à la collecte des données et à la protection de l'enfant, et il invite instamment l'État partie à traiter en priorité les lacunes observées dans ces domaines.

Rapport initial de la Grèce sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (suite) (CRC/C/OPSC/GRC/1; CRC/C/OPSC/GRC/Q/1 et Add.1)

33. **M. Giannakopoulos** (Grèce) signale que la définition de la vente d'enfants figure dans la législation relative à la traite des personnes, en particulier l'article 323 du Code pénal, qui prévoit des peines d'emprisonnement pouvant atteindre dix ans et une amende pour participation à la traite d'êtres humains, et une peine d'au moins dix années d'emprisonnement et une amende si la victime est un enfant. Si le délit a provoqué la mort de l'enfant, la peine est alors la détention à perpétuité.

34. **Le Président** dit que la définition contenue dans l'article 323 du Code pénal ne concerne que la traite des personnes, alors que la vente d'enfants est un concept plus large

qui inclut également le transfert d'enfants à des fins d'adoption ou de travail forcé. La question originale posée par M. Kotrane lors de la précédente séance, visait à savoir si le Code pénal avait bien été modifié pour ériger en infraction non seulement la traite des personnes, mais tous les actes définis dans les articles 2 et 3 du Protocole facultatif.

35. **M. Giannakopoulos** (Grèce) dit que d'autres dispositions législatives traitent des divers aspects de la vente d'enfants, telle l'adoption illégale. Son gouvernement est d'avis que la législation pénale grecque prend pleinement en considération la vente d'enfants et il ne prévoit pas actuellement de modifier le Code pénal.

36. **M. Kotrane** dit que, selon les réponses écrites à la liste des questions relatives au rapport de l'État partie concernant l'application de la Convention (CRC/C/GRC/Q/2-3/Add.1), l'adoption illégale a été classée comme un délit en vertu du droit civil plutôt que du droit pénal. Il demande quelles peines le droit civil prévoit-il pour les intermédiaires qui facilitent les adoptions illégales, et il souligne le fait que le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants impose des sanctions pénales pour la vente d'enfants sous couvert d'adoption.

37. **Le Président** demande si le Code pénal prévoit des peines pour le trafic d'organes humains et pour le travail forcé.

38. **M. Giannakopoulos** (Grèce) signale que les dispositions érigeant en infraction l'adoption illégale ne figurent pas dans le Code civil mais dans une législation spéciale adoptée en 1996. Celle-ci prévoit des peines pouvant atteindre un an d'emprisonnement et une amende de 1 million de drachmes pour les personnes qui ont donné leur enfant à des fins d'adoption, ou qui ont servi d'intermédiaires moyennant un gain financier. Les personnes qui ont commis le même délit au titre de leur profession, encourrent des sanctions pouvant atteindre dix ans d'emprisonnement et une amende de 5 millions de drachmes. Les dispositions du Code pénal concernant le faux en écriture s'appliquent également à la falsification de l'enregistrement des naissances et prévoit des peines pouvant atteindre trois mois de détention.

39. **M^{me} Herczog** se dit préoccupée par l'absence de données sur les enfants vivant dans des institutions non étatiques, et qui souvent ne sont pas enregistrés. Elle demande comment le gouvernement peut savoir combien d'enfants se trouvent dans ces institutions et s'ils sont illégalement adoptés ou transférés.

40. **M. Kofinas** (Grèce) ne peut indiquer le nombre d'enfants handicapés vivant en institutions, mais dit qu'environ 1 000 enfants valides vivent dans les établissements publics.

41. **Le Président** dit que le Comité reste très préoccupé par les adoptions privées qui, en raison d'un manque de surveillance, prêtent aux abus et peuvent impliquer des pratiques qui en vertu du Protocole facultatif, relèvent de la vente d'enfants. Il souligne que celui-ci érige en infraction l'intermédiation en matière d'adoption, et il demande à la délégation de s'exprimer sur ce point.

42. **M. Kofinas** (Grèce) explique que le travailleur social chargé d'un cas d'adoption établit des rapports sur la situation de l'enfant et sur la famille adoptive, à la fois avant et après l'adoption et il observe un suivi de la situation pendant environ trois ans. Si la situation de l'enfant s'aggrave, l'adoption peut être annulée. Les parents adoptifs peuvent solliciter l'aide du travailleur social pour tout problème concernant l'enfant. Si l'adoption est annulée pour cause de conduite immorale des parents adoptifs, l'enfant est alors renvoyé dans l'institution dans laquelle il vivait auparavant.

43. **Le Président** dit que le délégué vient de dépeindre la situation idéale, mais que lors des adoptions privées ces procédures sont souvent contournées. Le Comité s'inquiète

surtout de l'éventuelle compensation financière versée lorsque des intermédiaires interviennent dans les adoptions.

44. **M. Giannakopoulos** (Grèce) déclare que la Grèce a rencontré quelques difficultés pour appliquer certaines des dispositions de la Convention de la Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale. Un groupe de travail multidisciplinaire sur les adoptions internationales a été créé, composé de représentants de divers ministères du gouvernement, des forces de police, des services sociaux et des ONG et un comité de rédaction composé de représentants des ministères, de juges, d'universitaires et d'ONG a également été mis en place pour réviser le Code de la famille.

45. **Le Président** demande si le Protocole facultatif peut servir de fondement à l'extradition dans les cas impliquant les pays qui n'ont pas signé d'accord bilatéral d'extradition avec la Grèce. Il demande également à la délégation d'émettre un avis sur la responsabilité pénale des personnes morales.

46. **M. Giannakopoulos** (Grèce) dit que les actes criminels énoncés dans le Protocole facultatif peuvent tous donner lieu à extradition si le pays concerné est également État partie au Protocole facultatif. Dans la négative, si le cas implique le crime organisé, l'extradition est possible en vertu du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Sinon, les dispositions spéciales du Code de procédure pénale relatives à l'extradition peuvent être appliquées s'il y a réciprocité avec l'État concerné.

47. **M^{me} Lee**, appuyée par **M. Kotrane**, demande confirmation du fait que le Protocole facultatif peut servir de fondement à l'extradition dans les cas où la Grèce ne dispose pas de traité bilatéral en la matière avec un pays donné. Elle demande également si la législation grecque a une règle de double incrimination.

48. **M. Giannakopoulos** (Grèce) dit que conformément à la loi portant ratification du Protocole facultatif, les délits visés par ce dernier peuvent faire l'objet d'une extradition, dans le plein respect de l'article 5 – alinéa 2. Il existe une règle de double incrimination, sauf pour les délits commis dans l'Union européenne, pour lesquels la Grèce a recours au mandat d'arrêt européen.

49. **Le Président** souhaite avoir des informations sur les pratiques de l'État partie en matière de tourisme sexuel, et il demande si l'industrie grecque du tourisme est réglementée par un code d'éthique, et quelles sont les mesures adoptées pour sensibiliser à la question.

50. **M. Giannakopoulos** (Grèce) dit qu'en vertu du Code pénal, quiconque organise, finance, supervise un voyage en vue de relations sexuelles ou autres actes indécents avec des enfants, en fait la promotion ou le facilite par tout autre moyen, est passible de cinq à dix ans d'emprisonnement. Les participants à ce type de voyages encourrent au minimum un an de détention.

51. **M. Karageorgos** (Grèce) précise qu'aucun cas de tourisme sexuel à caractère pédophile n'a encore été signalé à la police et que les cas de traite d'enfants concernent uniquement l'exploitation sexuelle et l'exploitation par le travail.

52. **M. Koompraphant** demande quels sont les mécanismes de surveillance en place pour repérer les cas de délits visés par le Protocole facultatif.

53. **Le Président** souhaite obtenir des informations complémentaires sur la législation d'aide aux victimes, notamment en ce qui concerne le statut de la victime et les réparations.

54. **M. Giannakopoulos** (Grèce) dit que de nombreuses dispositions juridiques ont été adoptées en faveur des personnes vulnérables, y compris les enfants victimes de délits visés par le Protocole facultatif, notamment la représentation juridique, la confidentialité du

témoignage, le droit d'être entendus en dehors du tribunal, un soutien psychosocial et des dommages et intérêts. Toutefois, ces dispositions ne sont pas systématiquement appliquées, ce qui souligne la nécessité de fonds complémentaires et d'une meilleure coordination entre les entités gouvernementales.

55. **Le Président** demande si la loi prévoit une réparation autre que celle assurée par l'auteur. Existe-t-il par exemple, un fonds national d'indemnisation des victimes?

56. **M. Giannakopoulos** (Grèce) dit, que conformément à la directive du Conseil de l'Union européenne relative à l'indemnisation des victimes de délits, le gouvernement a adopté une loi qui prévoit l'indemnisation par l'État moyennant certaines conditions et qui confère le statut officiel de victime. Une législation spéciale pour les enfants non accompagnés s'applique lorsque l'enfant victime est non-ressortissant de l'Union européenne ou apatride.

57. **Le Président** s'enquiert de l'existence de services de rééducation et de réinsertion, de soins psychologiques et autres soutiens pour les victimes enfants.

58. **M. Kofinas** (Grèce) dit que les centres de soins primaires, secondaires et tertiaires sont les piliers du système de la santé mentale. Il existe 35 centres de ce type, outre les foyers indépendants pour personnes handicapées mentales, autistes ou qui ont des problèmes d'agressivité. Depuis 2010, de nouveaux services de pédopsychiatrie ont été créés dans les services pédiatriques des hôpitaux généraux, ainsi que des centres de jour pour les enfants victimes d'abus et de négligence.

59. **Le Président** s'enquiert de la gratuité des soins dans ces centres.

60. **M. Kofinas** (Grèce) dit que les soins médicaux sont gratuits pour les personnes défavorisées, les personnes non assurées et les enfants victimes, quelle que soit leur nationalité.

61. **Le Président** demande confirmation du fait que les centres délivrent des soins à tous les enfants victimes, quel que soit le délit commis à leur encontre.

62. **M. Kofinas** (Grèce) dit que les victimes des infractions visées par le Protocole facultatif sont aussi prises en charge dans d'autres établissements et reçoivent un soutien complémentaire auprès de travailleurs sociaux et de psychologues pour permettre leur bonne réinsertion sociale.

63. **M. Giannakopoulos** (Grèce), évoquant les précédentes questions sur la prévention, dit que le gouvernement met en œuvre une nouvelle législation dans ce domaine, le Secrétariat général pour l'égalité mène de nombreuses campagnes de sensibilisation et la police hellénique dirige des séminaires et des conférences sur le crime organisé et la traite des personnes. Des efforts sont faits pour coordonner toutes les actions entreprises par le gouvernement concernant la traite des personnes, et pour appliquer le Plan national d'action contre la traite des êtres humains, bien que les changements politiques récents et la crise économique entraînent des retards.

64. **M. Karageorgos** (Grèce) dit qu'un Plan d'action interministériel national de lutte contre l'exploitation des femmes et des enfants, lancé en 2006, est mis en œuvre aux niveaux national et international, avec la participation de 21 pays et de quatre instances européennes et internationales. Un inventaire des actions de la police et des meilleures pratiques dans ce domaine a été constitué et est disponible sur le site Web de la police hellénique.

65. **M. Kofinas** (Grèce), s'agissant de la question des châtiments corporels, dit qu'ils sont interdits par la loi comme par les réglementations des institutions pour enfants, et que le Ministère de la santé et de la solidarité sociale a diffusé une brochure à ce sujet.

66. **M^{me} Toura** (Grèce) dit que la législation interdit expressément les châtiments corporels dans les écoles et énonce d'autres mesures de discipline, et que la loi de 2006 sur la violence familiale interdit les châtiments corporels en tant que méthode d'éducation des enfants. Le Ministère de l'éducation, de l'apprentissage tout au long de la vie et des affaires religieuses est le membre fondateur d'un réseau créé pour prévenir et combattre les châtiments corporels infligés aux enfants, qui coordonne les actions pour échanger l'information, promouvoir le changement institutionnel et sensibiliser les enfants, les parents et les professionnels qui travaillent avec les enfants. En mai 2011, ce réseau a eu un débat ouvert au Ministère sur l'éducation positive des enfants; des informations à ce sujet sont disponibles au public sur le site Web du réseau.

67. **Le Président** demande comment l'État partie envisage de s'attaquer au problème croissant de la sollicitation en ligne des enfants à des fins sexuelles.

68. **M. Giannakopoulos** (Grèce) dit que toutes les dispositions complémentaires nécessaires pour garder la loi en phase avec les nouvelles technologies doivent tenir compte de leur incidence sur les autres libertés, telle la liberté d'expression. Un projet de loi sur la cybercriminalité est néanmoins attendu d'ici à la fin 2012.

69. **M. Karageorgos** (Grèce) dit que la loi n° 3625/2007 a érigé en infraction pénale la possession de matériel pédopornographique et elle a identifié l'Internet, les ordinateurs et les téléphones portables comme des moyens de commettre des infractions connexes. Conformément à la loi n° 3666/2008, les autorités peuvent demander l'autorisation d'accès aux communications individuelles. Le Service de la police hellénique concernant les infractions commises au moyen des nouvelles technologies est correctement équipé et doté en personnel, avec des agents bien formés qui participent à des séminaires internationaux et reçoivent une formation régulière, notamment un cours dispensé par des spécialistes américains des logiciels de détection en temps réel des activités pornographiques en ligne et de localisation en ligne des distributeurs de pédopornographie. Le service travaille en étroite collaboration avec d'autres départements, EUROPOL (Office européen de police), INTERPOL (International Police) et les autres pays, et il publie des informations sur la prévention. Depuis 2004, il a traité 709 cas de possession et de diffusion de matériel pédopornographique et de pédophilie, impliquant à la fois des ressortissants grecs et étrangers. Il a procédé à 191 arrestations et 40 individus sont encore incarcérés.

70. **M. Giannakopoulos** (Grèce) dit que les efforts déployés sur le plan législatif seront guidés par deux récentes directives du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne sur la prévention de la traite des êtres humains, la lutte contre ce phénomène et la protection de ses victimes, et sur la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels d'enfants et la pornographie impliquant des enfants.

71. **M^{me} Toura** (Grèce) signale que le Ministère de l'éducation, de l'apprentissage tout au long de la vie et des affaires religieuses a publié des directives sur un usage sécurisé de l'Internet. Il a également signé un mémorandum de coopération avec le service de santé de l'adolescent du deuxième Département de pédiatrie de l'Université d'Athènes, pour informer enfants, parents et enseignants des ressources disponibles en matière d'informations, de conseils et de situation d'urgence concernant l'usage de l'Internet. Le Centre de sensibilisation au bon usage de l'Internet informe également des dangers potentiels d'un usage incorrect des technologies de l'information et il collecte des données sur le matériel illicite en ligne.

72. **M. Giannakopoulos** (Grèce) dit que, dans le cadre de la loi grecque, la responsabilité pénale ne peut être attribuée aux personnes physiques coupables ou impliquées dans des délits en vertu du Protocole facultatif quand elles agissent pour le compte ou au nom d'une personne morale. Toutefois, la loi portant ratification du Protocole facultatif reconnaît expressément la responsabilité de la personne morale. Comme aucune

disposition ne prévoit de sanctions pénales, les peines appliquées sont limitées à des sanctions administratives.

73. Les programmes de formation couvrant les infractions et les questions relevant du Protocole facultatif sont organisés par l'École nationale de la magistrature à Thessalonique. Ces infractions sont prises très au sérieux, comme le démontre l'abondante jurisprudence qui compte de nombreux cas de pédopornographie et de violence sexuelle en ligne.

74. Le Code pénal dispose expressément que les tribunaux grecs ont une compétence extraterritoriale entière pour tout acte commis dans un autre pays par un ressortissant grec ou impliquant un ressortissant grec. Cette compétence s'étend à tous les délits relevant du Protocole facultatif, notamment la traite des personnes, la violence sexuelle et la pornographie impliquant des enfants.

75. **M^{me} Nores de García** (Rapporteuse pour la Grèce pour le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants) dit que le dialogue constructif engagé avec la délégation a souligné à la fois les forces et les faiblesses des dispositifs organisationnels de l'État partie et de son approche des problèmes liés au Protocole facultatif. L'un de ses points forts a été sa promptitude à transposer les principes du Protocole facultatif dans la législation nationale et à adopter des mesures de protection ciblées. Les principaux sujets de préoccupation sont l'adoption privée, la collecte et l'analyse des données, et l'absence d'organe spécial de coordination et de surveillance.

La séance est suspendue à 11 h 35; elle est reprise à 11 h 55.

Rapport initial de la Grèce sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (suite) (CRC/C/OPAC/GRC/1; CRC/C/OPAC/GRC/Q/1 et Add.1)

76. **M. Giannakopoulos** (Grèce) indique que la législation grecque a été modifiée pour la rendre conforme au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, qui interdit de conscrire ou d'enrôler des enfants de moins de 15 ans dans les forces armées nationales, ou de les faire participer activement aux hostilités. Tout individu reconnu coupable de conscription ou d'enrôlement d'enfants âgés de moins de 15 ans encourt une peine de prison d'au moins dix ans.

77. **M. Madi** (Rapporteur pour la Grèce pour le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés) dit que le Comité était informé de la modification qui a servi à harmoniser la législation grecque avec le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Toutefois, puisque la législation susmentionnée se rapporte uniquement aux enfants de moins de 15 ans, il aimerait savoir précisément s'il existe en Grèce une loi spécifique qui pénalise l'engagement de mineurs de moins de 18 ans dans un conflit armé.

78. **M. Giannakopoulos** (Grèce) n'est pas en mesure de fournir des informations complémentaires.

79. **Le Président** dit qu'il se peut que l'État partie n'ait pas envisagé la nécessité d'une législation couvrant les mineurs âgés de 15 à 18 ans, car le statut de Rome de la Cour pénale internationale prévoit déjà une protection pour les enfants de moins de 15 ans. Toutefois, en vertu du Protocole facultatif, cette protection s'étend à tous les mineurs âgés de 15 à 18 ans et l'État partie devrait envisager de modifier sa législation pour tenir compte de ce fait.

80. **M. Karageorgos** (Grèce), en réponse aux questions précédemment posées, dit que la législation grecque n'interdit pas expressément l'exportation d'armes aux pays où des enfants sont impliqués dans un conflit armé, mais que le gouvernement applique toutes les

décisions concernant l'embargo sur les armes et les autres sanctions adoptées avec effet immédiat par les Nations Unies et l'Union européenne.

81. S'agissant de la question des procédures d'identification des enfants migrants impliqués dans un conflit armé à l'étranger, il confirme que le gouvernement effectue une procédure d'examen pour déterminer leur pays d'origine et leurs antécédents.

82. **M. Madi** signale que le Comité s'intéresse davantage à l'ensemble global des procédures mises en œuvre par l'État partie pour déterminer non seulement le pays d'origine des enfants migrants, mais également leur âge et les détails de leur implication dans un conflit armé. Il souhaite en savoir plus sur les procédures qui garantissent à ces enfants l'accès aux services de santé et facilitent leur réinsertion sociale, et il demande si elles ont été efficaces pour traiter les cas d'enfants demandeurs d'asile. Il souhaite savoir combien de demandes d'asile ont été acceptées, quel a été le sort des enfants dont les demandes ont été rejetées et s'il existe des procédures de rapatriement.

83. **M. Karageorgos** (Grèce) dit que la procédure générale d'examen est employée pour recueillir toute information pertinente sur une personne donnée, qu'il s'agisse ou non d'un mineur. Si elle est considérée comme appartenant à un groupe vulnérable, elle est traitée de manière différente et peut être envoyée dans un centre pour une meilleure prise en charge.

84. Malheureusement, les statistiques dont dispose M. Karageorgos se rapportent uniquement au nombre de demandes soumises par des mineurs en général, et ne spécifient pas s'ils appartenaient à un groupe vulnérable ou si leur demande a été acceptée.

85. **Le Président** dit que la procédure d'examen devrait chercher à déterminer non seulement le pays d'où proviennent les mineurs, mais également s'ils ont été impliqués dans un conflit, ce qui nécessite une approche totalement différente de leur prise en charge. Il demande si des groupes armés non étatiques, telles les sociétés de sécurité, tentent de tirer profit du taux de chômage élevé des jeunes pour les recruter.

86. **M. Giannakopoulos** (Grèce) dit que la question des groupes armés non étatiques relève du droit pénal mais qu'aucune législation spécifique ne la régit. Toutefois, la législation grecque concernant des questions telles le crime organisé, la traite des personnes et l'esclavage contient diverses dispositions applicables.

87. **Le Président** demande si le domaine de la législation interdisant le recrutement ou l'implication d'enfants de moins de 15 ans dans un conflit armé ne pourrait être élargi pour inclure le recrutement de jeunes par des sociétés de sécurité. Il souhaite aussi savoir si des sociétés de ce type ont leur siège en Grèce et, dans l'affirmative, si le gouvernement exerce un contrôle adéquat sur leurs activités.

88. **M. Giannakopoulos** (Grèce) déclare que la législation susmentionnée s'applique à tous les mineurs de moins de 15 ans et à quiconque tente de les recruter. Si une société de sécurité est reconnue coupable du recrutement de mineurs en dessous de cet âge en vue de les impliquer dans un conflit armé, les dirigeants de la société sont considérés comme pénalement responsables.

89. **M. Karatsolis** (Grèce) dit que les sociétés de sécurité en Grèce doivent observer la loi. À ce jour, le gouvernement n'a pas été informé d'éventuelles tentatives de leur part de recruter des enfants de moins de 15 ans en vue de les impliquer dans un conflit armé.

90. **M. Madi** se dit toujours préoccupé par le fait que la législation grecque actuelle n'interdit à cette fin que le recrutement de mineurs de moins de 15 ans, et il insiste sur l'urgence de relever cet âge à 18 ans.

91. **M. Pollar** dit que, bien qu'il soit admissible que l'État recrute des volontaires âgés de moins de 18 ans, à condition qu'ils ne participent pas directement aux hostilités, cela n'est pas acceptable de la part d'acteurs non étatiques.

92. **M. Madi** déclare que, bien que l'État partie se conforme aux principes essentiels du Protocole facultatif, des modifications législatives complémentaires s'imposent pour parvenir à une pleine conformité avec ce dernier. En particulier, l'âge minimum du recrutement dans les forces armées nationales ou dans les groupes armés non étatiques, notamment les sociétés de sécurité privées, devrait être relevé à 18 ans, et une interdiction claire et formelle de l'exportation d'armes vers les pays où des enfants sont impliqués dans un conflit armé, devrait être édictée. Il est également nécessaire de collecter des données précises sur le nombre d'enfants qui arrivent en Grèce après avoir participé à un conflit armé et sur le nombre de demandes d'asile consécutives, et d'instaurer des procédures globales qui garantissent un traitement sensible et approprié de ces enfants.

93. **M. Georgakopoulos** (Grèce) remercie les membres du Comité pour leurs questions et leurs observations et dit que sa délégation s'est efforcée de fournir des réponses ouvertes, franches et détaillées. La Grèce connaît une crise d'une ampleur sans précédent qui touche l'ensemble de la population. Toutefois, tout sera fait pour en réduire au maximum les incidences négatives sur les enfants, pour utiliser au mieux les ressources disponibles et pour parvenir à une meilleure coordination de l'action. La volonté politique de préserver le système de protection sociale et de protéger les enfants reste forte et M. Georgakopoulos est persuadé que les observations finales du Comité aideront le gouvernement dans ses efforts à venir.

La séance est levée à 13 heures.